

**Zeitschrift:** Revue économique et sociale : bulletin de la Société d'Etudes Economiques et Sociales

**Herausgeber:** Société d'Etudes Economiques et Sociales

**Band:** 31 (1973)

**Heft:** 3

**Buchbesprechung:** Bibliographie

**Autor:** [s.n.]

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

**Download PDF:** 22.12.2024

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

## Bibliographie

### Ouvrage commémoratif pour le 70<sup>e</sup> anniversaire du professeur Schwarzfischer<sup>1</sup>

A l'occasion du 70<sup>e</sup> anniversaire de M. Joseph Schwarzfischer, professeur ordinaire d'économie d'entreprise, la Faculté de droit et des sciences économiques et sociales de l'Université de Fribourg a fait paraître un imposant volume. Cet ouvrage réunit vingt et une contributions, dont sept en langue française, de professeurs et de chercheurs fribourgeois.

La première partie est consacrée aux *questions générales d'économie d'entreprise* et les six thèmes qui la composent sont autant de manières d'appréhender l'entreprise industrielle ou agricole. *B.-M. Biucchi*: « Schweizerische Textilunternehmer im Zeitalter der industriellen Revolution (1800-1830) » retrace, par des exemples, le rôle prépondérant qu'ont tenu les entrepreneurs du textile dans l'avènement de la révolution industrielle en Suisse; au sein de conditions favorables, ils ont constitué, en tant que novateurs, l'un des facteurs décisifs du bouleversement des techniques et des mentalités dans notre pays. *J. Valarché*: « Les transformations de l'exploitation agricole depuis la seconde guerre mondiale » traite de l'exploitation agricole, cadre de l'existence et de l'activité du paysan, dont on se demande s'il n'est pas en voie de disparition. Cette unité se modifie, non pas extérieurement-mais dans ses structures. Afin de s'adapter constamment à une économie générale changeante et aux exigences accrues de la production, elle se donne de nouveaux objectifs et utilise d'autres méthodes. *E.-P. Billeter*: « Die Betriebswirtschaftslehre im Lichte der Datenverarbeitung » analyse, sur la base d'une enquête de l'Institut pour l'automatisation de l'Université de Fribourg, le nombre d'ordinateurs installés en Suisse depuis 1961. Puis, il développe un exemple de système et de théorie de l'information et définit la notion de cybernétique. *J. Leugger*: « Die Dienstleistungsunternehmen in soziologischer Sicht » donne un point de vue sociologique inédit sur l'entreprise de services, domaine par ailleurs peu creusé. Pour le sociologue, la prestation de services est un fait social; l'auteur propose une application nouvelle dans le sens d'un système global. *F.-H. Fleck*: « Die multinationale Unternehmung » étudie la firme multinationale, qu'on accuse de beaucoup de maux. Il énumère les causes de la multinationalisation croissante des entreprises et s'intéresse spécialement au cas de l'évasion fiscale. Pour de telles firmes, le financement, la recherche, l'investissement revêtent un aspect plurinational qui leur permet de fonctionner au moindre coût possible. La participation des travailleurs à l'entreprise est évoquée dans la contribution de *P. Jäggi*: « Aktienrechtliche Überlegungen zur Mitbestimmung des Arbeitnehmers im Unternehmen », au point de vue juridique et plus précisément sur le plan des droits que confère l'action.

*Les problèmes des entreprises publiques et coopératives* font l'objet de la deuxième partie. *T. Fleiner*: « Grenzen und Möglichkeiten einer Verwaltungsreform » s'y préoccupe de l'administration de l'Etat moderne, qui est devenu un partenaire à part entière de l'économie. Les idées de base des réformes de l'administration doivent être gouvernées par les principes d'efficience et de relativité. Partant du malaise existant entre administration

---

<sup>1</sup> Editions universitaires, Fribourg, (Suisse), 1972, 464 p.

publique et administrés, *G. Crettol*: « Ombudsman et contrôle de l'Administration publique » traite d'une solution actuelle de ce problème: l'ombudsman. L'auteur recherche les origines de cette institution, qui a fait ses preuves dans les pays scandinaves, et examine l'opportunité d'un tel organe en Suisse, sur les plans fédéral et cantonal. *W. Wittmann*: « Zielsetzungen und Preisbildung öffentlicher Unternehmen » évoque les aspects historique et rationnel de la fixation des objectifs des entreprises publiques et la formation du prix des biens publics; celle-ci s'opère selon différents critères (coût marginal, coût moyen, etc.). Le problème du déficit peut se régler par l'impôt ou par la différenciation des prix. Enfin, *R. Lucchini*: « L'adaptation de l'entreprise coopérative à son milieu socioculturel » décrit et analyse les éléments — objectifs et subjectifs — qui conditionnent l'adaptation de la coopérative agricole, que son contrat soit « spontané », « imposé » ou « marginal », à son milieu socioculturel caractérisé par une structure essentiellement agraire.

Un accent particulier est placé sur *le marketing* (3<sup>e</sup> partie). *E. Borschberg*: « Verantwortungsbewusstes Marketing » s'arrête au rôle qui incombe à l'entreprise à l'égard de ses clients, d'où une conception nouvelle de la responsabilité du marketing envers les consommateurs. La protection du consommateur peut intervenir à trois niveaux: par action étatique, par les organisations de consommateurs et par les entreprises elles-mêmes. *H.-J. Ramser*: « Marketing-Ausgaben bei langfristiger Planung » offre une contribution à l'analyse mathématique de la planification à long terme du marketing. Une telle planification peut reposer sur toute variable adéquate de la condition statique coût marginal = revenu marginal. Les instituts d'étude de marché, indépendants ou liés à des firmes, sont en forte expansion en Suisse; *N. Bischof*: « Marktforschung: Entwicklungen in neuerer Zeit » étudie les motivations de ce développement, les chiffres et les faits qui s'y rattachent et présente le problème de l'échantillonnage. *E.-B. Blümle* et *W. Ulrich*: « Der internationale Vergleich als Hilfsmittel der Prognose im Handel, dargestellt am Beispiel der Entwicklung der Selbstbedienung in der Bundesrepublik Deutschland, Österreich und der Schweiz » analysent les prévisions dans le domaine commercial, dont la spécificité sur ce point réside dans l'insuffisance des modèles explicatifs actuels et dans l'importance première de l'innovation. Puis, l'article propose, à titre d'exemple, une étude empirique sur le développement des « libres services » en Allemagne, en Autriche et en Suisse, en utilisant un nouvel instrument: les comparaisons internationales. Pour *R. Purtschert*: « Das Problem der Organisationsfähigkeit der Verbraucher, dargestellt am Beispiel Gütezeichen », les organisations de consommateurs sont à même de réduire l'incertitude inhérente au processus de la décision d'achat. L'auteur présente les difficultés et les possibilités des organisations — directes et indirectes — de consommateurs et examine quelques cas d'application de la théorie. *A. Daglio*: « La détermination des zones d'attraction commerciale: développement d'un nouveau modèle de gravitation » rappelle le modèle de gravitation de Reilly-Converse et dénonce les insuffisances de ses prémisses. Dans un nouveau modèle, il recherche ensuite d'autres relations, qui tiennent compte avant tout de l'équipement de la ville attirante et du pouvoir d'achat de la population environnante.

L'ouvrage porte enfin son attention au *financement de l'entreprise et aux problèmes sociaux*. *J. Pasquier*: « Théorie de la décision et orientation de la gestion financière » rappelle la question fondamentale de la gestion financière et démontre l'impasse de l'analyse traditionnelle. Il suggère une approche inédite, basée sur la théorie de la décision et, finalement, compare le modèle courant et l'orientation nouvelle. Depuis la dernière guerre, on est passé du concept du plus grand volume possible d'autofinancement au niveau opti-

mal et, récemment, au taux minimal d'autofinancement, qui fait l'objet de l'article de *H.-M. Lauffer*: « Das Minimum an Selbstfinanzierung »; un financement minimal est nécessaire en fonction des exigences de la conservation de la valeur de l'entreprise. *G. Gaudard*: « L'homme, l'entreprise et la société face au problème de l'espace économique » étudie, dans le cadre de la société d'abondance actuelle, où le problème « n'est plus la famine, mais la congestion », la question de l'espace économique. L'analyse au niveau de l'individu considère la nature et l'interférence des espaces individuels, ainsi que les choix spatiaux. Les implications pour l'entreprise concernent la localisation, l'aire du marché et l'interdépendance spatiale des firmes. Finalement, l'auteur justifie et donne le mode d'intervention d'une politique de l'espace. Pour *R. Eppler*: « Ausbeutung durch technischen Fortschritt », est véritablement un progrès technique celui qui permet d'épargner des coûts dans le processus de production, sans pour autant impliquer une exploitation de l'environnement par l'émission d'effets négatifs. Si le progrès technique était conçu dans le sens d'une minimisation de ses répercussions néfastes sur la population, la protection de l'environnement serait résolue par le fait même. *B. Zanetti*: « La fonction du droit du travail dans l'économie et la société modernes » développe le rôle du droit du travail, non seulement en ce que le contrat règle les rapports entre travailleurs et employeurs, mais dans l'idée également de protéger le travailleur en tant que personne, étant donné sa dépendance juridique et généralement aussi économique envers l'employeur.

Au total, le « Festgabe für Professor J. Schwarzfischer » forme un copieux volume d'un grand intérêt; il apporte de nombreuses orientations nouvelles et il plaira tout particulièrement aux spécialistes de l'économie d'entreprise, à laquelle la majorité des articles est consacrée. L'hétérogénéité des thèmes — même à l'intérieur des rubriques — n'obtiendra peut-être pas l'adhésion de tous. Cependant, cette diversité, en même temps que le bilinguisme, ne répond-elle pas à une saine préoccupation d'ouverture et d'interdisciplinarité propre à notre temps ?

RENÉ DUPASQUIER

### **La Monnaie, l'Intérêt et les Prix <sup>1</sup>**

L'éminent économiste israélien qu'est Don Patinkin, professeur à l'Université de Jérusalem, est surtout connu comme défenseur de la vieille théorie quantitative de la monnaie, à l'image de Milton Friedman et de l'Ecole de Chicago. Rien de surprenant à cela, lorsque l'on sait que la présente étude a pour origine une thèse de doctorat soutenue par Patinkin en 1947, précisément à l'Université de Chicago.

Le volumineux ouvrage qui nous est présenté aujourd'hui dans l'excellente traduction d'Alain Bessière comprend trois parties. L'étude elle-même, avec ses deux divisions (Microéconomie et Macroéconomie) représente un peu plus de la moitié du volume. Un ample Appendice mathématique y est ajouté; l'auteur nous prévient dans sa préface que cet Appendice n'est pas nécessaire pour comprendre le texte; en revanche, le texte est indispensable à la pleine compréhension de l'Appendice. Enfin, des Notes supplémentaires et des extraits commentés de la littérature économique ancienne et moderne permettent au lecteur de se rappeler quelle est exactement la position des principaux économistes dans le problème qui nous occupe.

---

<sup>1</sup> Don PATINKIN: *La Monnaie, l'Intérêt et les Prix*; trad. Alain Bessière; PUF; 741 p.; Paris 1972.

Au fait, quel est ce problème ? Par nécessité, nous dit l'auteur, il ne peut s'agir que d'une nouvelle recherche de l'équilibre général. « Car, puisque les changements monétaires sont supposés affecter tous les marchés de l'économie, leurs effets ne peuvent être pleinement appréciés que par une étude simultanée de tous ces marchés. »

Avec Don Patinkin, nous sommes au cœur de la théorie moderne de l'équilibre général, issue principalement de Walras. C'est l'économie pure, avec toutes les satisfactions qu'elle ne manque jamais de procurer à l'esprit, et les déceptions qu'elle réserve parfois à certains économistes plus soucieux de solutions pratiques, en matière de politique économique, que de spéculations pures sur la base d'hypothèses redoutablement abstraites. On sait qu'en France, dernièrement, le conflit entre les deux tendances a éclaté au grand jour. Le lecteur de Don Patinkin se rendra vite compte que l'ouvrage est pensé en marge du temps. Les rapprochements avec les problèmes conjoncturels et monétaires contemporains sont assez rares et difficiles à établir. Cela est en rapport avec ce genre de recherches. Il faut préalablement étudier les trois quarts du volume pour arriver au moment où l'auteur, dans une note (p. 306), nous prévient que jusqu'ici certaines de ses hypothèses étaient simplificatrices, ce dont le lecteur, d'ailleurs, n'avait éprouvé nulle peine à se rendre compte. C'est plus loin encore (p. 348) qu'est levée l'hypothèque classique du plein emploi permanent. Bien sûr, l'intérêt d'une semblable étude n'en est pas diminué pour quiconque a saisi la nécessité de former l'esprit à la discipline rigoureuse de l'économie pure avant de s'engager dans la politique économique. On ne peut cependant s'empêcher de se demander si un appareil mathématique ardu est bien nécessaire pour étayer certaines conclusions qui paraissent parfois tomber sous le sens commun. Par exemple, on devine qu'en cas d'équilibre de plein emploi, si l'offre et la demande de marchandises sont égales, l'égalité entre épargne et investissement est réalisée (p. 303). On serait aussi convaincu à moins de frais que « l'équilibre signifie le plein emploi ou d'une façon équivalente le chômage signifie le déséquilibre » (p. 364).

Les conclusions auxquelles aboutit Patinkin ne sont pas de nature à surprendre beaucoup, compte tenu de sa méthode ainsi que des hypothèses de base qu'il retient. Son ouvrage tend à une réhabilitation partielle de la pensée classique et traditionnelle, sérieusement mise à mal par Keynes. Notre auteur est plus proche de la démarche classique et néo-libérale que de celle de Keynes. Du moins le pense-t-il. Par une approche différente, il n'hésite pas à confirmer formellement l'enseignement de la théorie quantitative de la monnaie. Celle-ci se vérifie sous réserve de « conditions beaucoup moins restrictives que celles considérées habituellement par ses adeptes et, a fortiori, par ses détracteurs ». Il conclut par exemple : « Un doublement de la quantité de monnaie entraîne un doublement — et exactement un doublement ni plus ni moins — du niveau des prix » (p. 195), et ceci grâce au jeu des forces correctives automatiques qui ne manqueront jamais de se manifester au sein du marché. Nous pourrions multiplier de telles affirmations. Ce résultat est démontré par le recours à l'effet d'encaisse réelle, dans les chapitres II-5 et III-5.

L'opposition de l'économiste israélien à Keynes ne tient-elle pas, finalement, aux hypothèses de base différentes retenues par chacun des deux auteurs ? Patinkin ne dit-il pas, dans son introduction, que la théorie monétaire keynésienne émet des propositions qui ne sont pas générales ? Aujourd'hui, il est admis par chacun que la Théorie générale n'est pas du tout générale, et que l'attrait de son enseignement se limite essentiellement à une conjoncture particulière. Aussi, Patinkin a-t-il raison de réserver tout le parti qu'à ses yeux la « politique concrète de plein emploi » préconisée par Keynes peut incontestablement présenter.

L'ouvrage dont il est ici question est intéressant à plus d'un titre. Il permet notamment une meilleure compréhension des auteurs classiques et néo-classiques sur lesquels on n'a pas fini de dissertar. Ainsi, dans l'identité célèbre posée par Say (l'offre crée sa propre demande), Patinkin souligne, en s'appuyant sur une argumentation que nous croyons nouvelle, le fait que la notion d'encaisse monétaire est inexistante. Say admettait implicitement qu'il était impossible de vendre une marchandise sans en acheter immédiatement une autre, qu'il s'agisse d'un produit manufacturé ou d'une créance. Ainsi, toute économie de troc implique l'identité de Say et réciproquement (p. 223). L'erreur de Say, dénoncée par Keynes avec tant de vigueur, ne tenait pas à son raisonnement. Elle provenait du fait que Say, sans en être peut-être pleinement conscient, se situait dans une économie prémonétaire ou amonétaire. Une fois de plus, l'insuffisante description des hypothèses de base a provoqué de lourds malentendus.

Très remarquable nous paraît être également la critique de Don Patinkin à l'adresse des interprétations courantes qu'on donne du processus cumulatif de Wicksell (pp. 407 ss, et pp. 636 ss). Il n'est effectivement pas exact de prétendre que Wicksell concevait le processus cumulatif dans le sens d'un processus explosif instable, caractérisé par l'abandon définitif, sauf intervention de forces exogènes, de tout équilibre stable. Ce qu'a décrit Wicksell, ce n'est pas un processus autoentretenu qui serait porteur de tous les éléments nécessaires à sa propre perpétuation. En cas de distorsion entre le taux réel (l'efficacité marginale du capital de Keynes) et le taux de marché (taux financier), les mécanismes mis en mouvement et longuement décrits aboutissent spontanément à un *nouvel* équilibre stable caractérisé par un taux d'intérêt semblable à celui de l'équilibre précédent, et par un niveau général des prix *durablement* plus élevé. Il semblerait que la pensée de Wicksell ait été sérieusement déformée par beaucoup de ses commentateurs.

A l'heure où dans la plupart des pays, la Suisse en particulier, la politique conjoncturelle est axée principalement sur des mesures monétaires, et s'inspire donc de la théorie quantitative la plus classique, l'ouvrage de Don Patinkin revêt une importance particulière. C'est au sujet de l'inflation précisément que l'auteur se livre à un trop bref développement de politique économique. Il relève que là où les syndicats ouvriers sont en position de force, ils parviennent à perturber l'équilibre initial par un mouvement de hausse du salaire nominal. Soucieuses de maintenir le plein emploi, les autorités monétaires accroîtront alors l'offre de monnaie dans la même proportion. Le taux de salaire sera ainsi déterminé de façon exogène par les syndicats, alors que l'offre de monnaie par la banque centrale s'adaptera de façon endogène (p. 344). C'est le cas type de l'inflation par les coûts, dont la politique bien plus que l'économie est comptable.

FRANÇOIS SCHALLER

### **Epargne financière et Développement économique <sup>1</sup>**

L'auteur acheva ses études à l'Institut des hautes études internationales de Genève, où il présenta sa thèse de doctorat. Il a été conseiller économique à l'Institut international des caisses d'épargne et fonctionna comme expert financier auprès des Nations Unies. Très orienté vers les problèmes monétaires, M. Krul se propose, au cours de son ouvrage, de décrire la situation et l'évolution de l'épargne financière dans les pays du tiers monde;

---

<sup>1</sup> Nicolas KRUL: *Epargne financière et Développement économique*; Edit. de l'Epargne; 178 p.; Paris 1970.

après quoi, il soulignera les préoccupations immédiates et suggérera les perfectionnements possibles. L'ouvrage contient un très grand nombre de données chiffrées et d'indications très précises sur beaucoup de pays en voie de développement, aussi bien en Asie et en Afrique qu'en Amérique latine. Le lecteur spécialisé trouve ici une source de documentation d'autant plus précieuse qu'elle permet les comparaisons d'un pays à l'autre.

En plus de son aspect très technique, cette étude expose quelques thèses du plus haut intérêt. L'auteur est à la fois un financier et un connaisseur des problèmes du développement. Pour lui, le rôle joué par l'intermédiation financière (système bancaire et financier d'un pays) n'est pas encore complètement reconnu. Sous l'influence de Keynes et de l'Ecole suédoise, il est généralement attaché beaucoup plus d'importance aux effets sur l'allocation de crédit et sur l'expansion monétaire que sur la mobilisation des ressources financières des particuliers. C'est principalement cet aspect du problème qu'approfondira M. Krul. Pour lui, la croissance dépend des investissements et ceux-ci seront fonction, dans une mesure appréciable, de la qualité de l'intermédiation financière et de ses possibilités de mobiliser les liquidités des particuliers.

Notre auteur déplore qu'au Mexique, par exemple, le capitaliste épargne de préférence sous la forme d'espèces sonnantes, d'hypothèques immobilières, de bijoux et de pierres précieuses. A Delhi, en 1958, 49 % des ménages avaient thésaurisé de 15 à 74 % de leur revenu annuel; la moyenne des sommes ainsi accumulées s'établissait à 1673 roupies, alors que dans le même temps, le dépôt moyen à la Caisse postale s'élevait à 445 roupies. Au Pakistan, la tendance à accumuler les biens tangibles est identique. En Afrique francophone, la petite agriculture est contrainte de thésauriser, ne pouvant en principe obtenir aucun crédit sur un marché financier qui demeure embryonnaire. Pourtant, il est bien établi qu'il y a au cœur même du pays des sommes considérables qui pourraient être récoltées méthodiquement afin d'être orientées vers les investissements productifs et la croissance.

On nous permettra de dire qu'ici, le lecteur a le sentiment qu'un chapitre manque à l'ouvrage. Il attend des explications qui ne sont pas fournies. Certes, l'auteur envisage l'hypothèse où une déthésaurisation brutale, à des fins de *consommation*, des liquidités détenues par les particuliers provoquerait une explosion inflationniste. Il ne dit pas quelle pourrait être la cause de ce brusque abandon de la préférence pour la liquidité. Il ne dit pas non plus comment une aggravation de l'inflation pourrait être évitée en cas d'*investissement* des sommes jusqu'ici thésaurisées, puisque leur élimination des circuits, vraisemblablement compensée par une abondante création de monnaie par l'Etat, n'a pas été déflationniste. Il ne dit pas, enfin, qu'une épargne orientée vers l'accumulation d'or, de bijoux, d'hypothèques immobilières, ne fait que déplacer le problème de l'utilisation des liquidités, de l'acheteur au vendeur, mais ne réduit en rien la masse de monnaie disponible.

La question se pose en effet de savoir en quelle conjoncture le financement des investissements par l'épargne individuelle est souhaitable. Si le développement de l'intermédiation financière a pour résultat d'accroître le volume de l'épargne réelle des personnes, elle est incontestablement bénéfique. En revanche, si elle ne fait qu'orienter la thésaurisation monétaire vers les investissements, et ceci dans le cadre d'une conjoncture déjà inflationniste, le problème est différent. C'est sur cette question qu'on aurait souhaité que l'auteur s'étende davantage.

En revanche, M. Krul aborde de face la question, parfois encore controversée, du financement de la croissance par l'inflation. Ici, sa position est très claire et les arguments qu'il multiplie contre cette méthode emportent l'adhésion. « Le mal dont souffre l'Amérique

latine, c'est avant tout l'inflation » (p. 101), écrit-il. Dès que les taux d'intérêt assurés par l'intermédiation financière ne couvrent plus, et de loin, le taux d'inflation, l'épargne des individus est promptement découragée. La désaffection du public à l'égard de l'épargne dépôt, du fait du taux d'intérêt réel négatif, a été dénoncée lors du 2<sup>e</sup> Congrès latino-américain de l'épargne, en 1969 déjà. Faut-il alors indexer les emprunts ? Il semble qu'en Israël et au Chili (avant le Gouvernement de S. Allende) cette méthode ait seule permis de rétablir l'équité dans les relations entre débiteurs et créanciers. Toutefois, des problèmes redoutables demeurent posés, d'ordre politique autant qu'économique. Cette question est fort bien développée dans l'intéressant ouvrage de M. Krul.

FRANÇOIS SCHALLER

### **L'Investissement en Economie socialiste <sup>1</sup>**

Rappelons que les Dossiers Thémis, des Presses universitaires de France, reproduisent un ensemble de textes axés sur un seul problème qui peut être social, économique, juridique, politique, international, etc. Ces petites publications sont vite lues, et présentent souvent un très grand intérêt aux yeux de quiconque désire s'informer sur la question précise qui fait l'objet de l'étude.

Dans sa brève introduction, M. Vassilev, assistant à l'Université de Paris X, prévient le lecteur que son étude est particulièrement orientée vers le cas, théorique et pratique, de l'URSS et des pays socialistes de l'Est. Il sera moins question d'un socialisme qui, en matière de croissance, a choisi une voie différente. La Yougoslavie, la Chine, de plus en plus les pays du tiers monde semblent s'inspirer d'un modèle qui n'est pas soviétique. Ils accordent la priorité au développement agricole, à l'artisanat, aux petites industries. Ils cherchent beaucoup moins à promouvoir les grandes industries situées à la pointe du progrès technique. Dans le modèle soviétique au contraire, la priorité est mise, depuis Lénine, sur l'industrie lourde et la technologie la plus avancée, comme préalable au développement accéléré. Pourquoi cette différence ? Peut-être simplement du fait que dans le cas de la Chine, il fallait avant tout créer des emplois, multiplier au plus vite les possibilités de travail. En URSS, c'est plutôt la main-d'œuvre qualifiée qui fait défaut : la lutte contre le sous-emploi n'a jamais été vraiment très urgente.

C'est à Lénine que l'on doit la « loi socialiste » de la croissance prioritaire des biens de production par rapport aux biens de consommation. Depuis moins de quinze ans, cette loi est sérieusement discutée en URSS. Elle est loin de faire l'unanimité chez les économistes soviétiques, pas plus d'ailleurs qu'au sein des autres pays socialistes. Le développement des secteurs de consommation peut exercer, selon les idées nouvelles, un effet bénéfique d'entraînement sur la fabrication des biens de production.

Lors du symposium organisé à Moscou en 1965, groupant les économistes de l'Est et consacré aux problèmes de l'investissement, des opinions différentes et parfois même divergentes ont été exprimées. La doctrine économique marxiste semble avoir perdu définitivement son caractère monolithique. Sur certains points (le recours à la théorie marginaliste autrichienne par exemple), elle se rapproche beaucoup de l'économie néo-classique occidentale. Cependant, à l'Est, la difficulté d'application d'une doctrine cohérente est énorme, et paraît même souvent insurmontable. Cette difficulté tient au système, en particulier à la planification autoritaire et centralisée et à la généralisation des prix politiques. Ainsi, l'économiste bulgare P. Rouskov propose de choisir les investissements en fonction de leur

---

<sup>1</sup> Vassil VASSILEV : *L'Investissement en Economie socialiste* ; Dossiers Thémis, PUF ; 96 p ; Paris 1972.



efficacité globale. En Occident, rien ne paraît plus naturel, et depuis longtemps... Pour déterminer le coefficient d'efficacité globale, Rouskov avance la formule:  $Er = P/K$ , où P est le profit et K le montant global des investissements. C'est parfait, mais pourquoi ne pas appeler ce quotient: le taux de profit, comme chacun le fait en bonne économie capitaliste?

Si l'emploi d'une telle formule est simple chez nous, tel n'est pas le cas à l'Est où les prix doivent être revus, dit Rouskov, afin de les faire correspondre à la dépense effective de travail, alors qu'ils reflètent la volonté politique du Pouvoir.

Le grand avantage d'une telle publication est de permettre au lecteur occidental qui ne connaît pas la langue russe de se tenir au courant, sur la base de textes originaux, de la pensée économique marxiste et de son évolution. M. Vassilev nous rend là un précieux service.

FRANÇOIS SCHALLER

### La société industrielle <sup>1</sup>

A la différence des Dossiers Thémis, les Dossiers Logos, des Presses universitaires de France, à Paris, sont destinés aux étudiants en sciences humaines, aux lycéens et à leurs maîtres. Ils sont, eux aussi, constitués par un ensemble de textes soigneusement choisis. L'auteur de cette recherche se borne à une introduction, à la conclusion générale et, bien entendu, au choix des textes.

Dans une fiche annexe, l'éditeur de cette collection dirigée par M. François Dagognet nous prévient du but qu'il poursuit. Il s'agit en fait, chez des étudiants et des lycéens qui, à leur âge, ignorent nécessairement tout des réalités de la vie économique, de développer le sens critique, encore plus qu'il ne l'est aujourd'hui, ceci à des fins combatives. Le choix des textes portera de préférence sur les auteurs les plus incisifs. Il s'agit de fournir « aux jeunes penseurs *des armes* nouvelles d'analyse ». Il faut déchirer et remettre en question, non pas digérer ou systématiser, mais *mordre*. Il importe de déranger les desseins conventionnels et de remettre en cause. C'est dans cet esprit-là qu'on présente « la société industrielle » à des adolescents qui pourront, beaucoup plus tard seulement, prendre contact avec une telle société et comprendre (peut-être... s'ils en sont encore capables) combien l'image que des idéologues se sont efforcés de leur en donner était dépourvue de toute objectivité.

En fin de sa longue introduction, M. Cecconi parvient, en moins d'une page, à brosser le tableau le plus noir qui soit de la société industrielle en général, et du régime capitaliste en particulier (p. 14). On pourrait difficilement dire plus de mal en aussi peu de lignes. Ainsi, le jeune lecteur est immédiatement mis en condition, et peut passer à la lecture des textes. Le premier est de B. Malinowski, aux Editions Maspero. Il débute ainsi: « Il faut asseoir notre théorie sur le fait que les hommes sont une espèce animale » (p. 15). Bon départ, pour expliquer la société industrielle.

Pourtant, parmi les quatre-vingts documents très brefs que rassemble cette publication, l'objectivité nous oblige à relever que plusieurs sont fort bons. Parmi d'autres, nous avons relevé en particulier des extraits de R. Aron, G. Leduc, P.-A. Samuelson, A. Piatier et surtout H. Myint, M. Allais et S.-C. Kolm. Plusieurs extraits sont beaucoup trop techniques pour être compris par de jeunes lecteurs lorsqu'un court passage est détaché de son contexte.

Dans sa conclusion générale, M. Cecconi analyse successivement la problématique capitaliste et la problématique socialiste. Il n'est pas tendre non plus à l'égard de la seconde.

---

<sup>1</sup> Osiris CECCONI: *La société industrielle*; Dossiers Logos, PUF; 96 p.; Paris 1972.

Après tout, on est critique ou on ne l'est pas. Quant aux pays du tiers monde, « soumis à la domination de l'Occident », leur situation lamentable est en petite partie leur faute et en grande partie la nôtre. Bref, où que le jeune lecteur tourne ses regards, il ne verra qu'abominations et malédictions. Après quoi, il se dira très informé sur la société industrielle, et regrettera peut-être la belle époque de l'homme des cavernes ou de la féodalité, dont le seul défaut à ses yeux sera probablement de n'avoir pas permis la lecture des apôtres de la démolition.

Sur un point cependant, nous partageons l'opinion de l'auteur. C'est lorsqu'il prévoit que l'extension planétaire du marxisme sera provoquée non par l'attrait exercé par un pays socialiste exemplaire — qui reste à découvrir — mais par la réduction des résistances opposées par les sociétés industrielles capitalistes. L'avertissement est sage. Il ne le sera pas moins d'en tenir compte.

FRANÇOIS SCHALLER

### **Economie politique générale <sup>1</sup>**

Le professeur Paul Rousseaux, de l'Université de Louvain, n'entend pas ici contribuer à la formation de futurs économistes professionnels. Il se limite au fondamental, à l'essentiel du patrimoine commun de l'économie politique en vue de satisfaire la curiosité de « l'honnête homme ». En un temps, le nôtre, où l'économie occupe la première place — que cela plaise ou non —, où chacun donne son avis sur les problèmes économiques les plus techniques sans toujours avoir pris la peine d'étudier au moins les éléments de l'économie politique, cet ouvrage est le bienvenu. Il n'est pourtant pas facile d'exposer en quelques centaines de pages les données du problème économique tel qu'il se pose à notre époque. L'auteur y parvient à merveille. Sa clarté d'exposition, son esprit de synthèse, son style agréable, l'absence de toute recherche, son refus d'utiliser un vocabulaire abscons font apprécier d'emblée la lecture de cet ouvrage.

Celui-ci est divisé en deux grandes parties. La première et la plus longue est réservée à l'analyse économique (les éléments et la vie économique dans son ensemble). La seconde est consacrée aux doctrines et aux systèmes économiques. On y fait connaissance avec les doctrines préclassiques, le courant classique, l'Ecole historique, le courant socialiste et le Catholicisme social. Les systèmes étudiés sont le libéralisme, l'étatisme, et une recherche du Tiers chemin.

Dans les éléments de la vie économique, le professeur Rousseaux décrit le marché, l'entreprise, la monnaie et les banques ainsi que les revenus privés. L'analyse de microéconomie est développée de façon très heureuse. La théorie de la concurrence monopolistique est exposée en tout ce qu'elle comporte d'essentiel et à l'aide d'un minimum de développements. Mais, pourquoi donc l'auteur n'a-t-il pas jugé utile de relever l'inconvénient majeur du système, souligné par E.-H. Chamberlin lui-même, et qui consiste à produire à un prix de revient supérieur au coût optimum ? Une telle observation ressort, il est vrai, du graphique aujourd'hui classique et reproduit dans l'ouvrage (XXXI, p. 95). Si, sous l'effet du progrès technique, le bénéfice ne tend plus vers zéro comme le supposait Chamberlin avant-guerre, l'optimum de production n'est cependant pas atteint. Ce gaspillage peut-il malgré tout être évité ? Nous ne serions plus, alors, et par définition, en situation de concurrence monopolistique.

---

<sup>1</sup> Paul ROUSSEAUX: *Economie politique générale*; Edit. J. Duculot S.A.; 480 p.; Gembloux (Belgique) 1971.

Dans la section réservée au salaire et à l'influence de l'action syndicale, l'auteur estime que les syndicats ont « exercé une influence considérable, et ce, aussi bien sur le plan psychologique et humain, que dans le domaine matériel » (p. 169). Il est vrai qu'il est toujours malaisé, rappelle-t-il, de dire ce qui se serait passé si un événement qui s'est produit n'avait pas eu lieu. Peut-être M. Rousseaux s'avance-t-il ici beaucoup. L'influence syndicale sur le plan psychologique et humain ne peut faire l'objet de mesure. Cela n'empêche pas d'admettre qu'elle a été importante, et dans certains pays extrêmement positive et bénéfique. A-t-il été démontré jusqu'ici que sur le plan matériel l'action syndicale ait obtenu des accroissements de salaire *réel* qui n'auraient pas été assurés sans elle ? La thèse de François Simiand a-t-elle jamais été démontrée fautive ? Et Keynes n'a-t-il pas fait beaucoup plus, pour la hausse des revenus réels, grâce à sa théorie de la demande effective et motrice, que toutes les actions s'inspirant davantage de réactions émotionnelles que des réalités économiques ?

A propos de Keynes, précisément, dont l'exposé des thèses principales est de nouveau très remarquable chez notre auteur, celui-ci nous paraît déformer quelque peu la pensée de l'illustre économiste en écrivant : « Le problème des prix est d'ailleurs totalement — et délibérément — exclu de son optique » (p. 197). Il ne nous échappe pas à quelles difficultés on se heurte lorsqu'on se propose de rendre compte, en quelques pages, de théories très complexes et qui ont déjà inspiré des milliers d'études. C'est, pensons-nous, le très grand mérite du professeur Rousseaux d'avoir su, presque toujours, résumer sans déformer, pour le plus grand profit de ses lecteurs. Le nombre des remarques qui nous paraissent contestables est si réduit que tout naturellement le critique est tenté de les relever. Ainsi en est-il de ce jugement sur Keynes et de la problématique des prix. Non, Keynes ne s'est nullement désintéressé des répercussions d'une variation de la quantité de monnaie sur le niveau général des prix. Il a au contraire soutenu — et M. Rousseaux ne l'ignore évidemment pas — qu'aussi longtemps que dominait la conjoncture de sous-emploi généralisé, une augmentation du volume de la monnaie n'avait pas d'influence sur le niveau des prix (mais sur celui de l'emploi). En revanche, dès que le plein emploi était atteint, toute nouvelle augmentation du volume de la monnaie se traduisait par une hausse des prix (le niveau d'emploi demeurant nécessairement inchangé). Il est donc difficile de soutenir que le problème des prix est exclu de l'optique keynésienne.

Les chapitres consacrés aux doctrines économiques nous ont paru figurer très utilement dans un tel ouvrage. Une fois de plus, c'est presque une gageure que de résumer l'essentiel de la doctrine classique en quatorze pages, et le marxisme en dix-neuf pages. Pourtant, l'essentiel est dit. Les principales formules de la symbolique marxiste, par exemple, sont définies, exposées, et clairement commentées. Peut-être n'était-il pas absolument indispensable de réserver la moitié plus de place à John-Kenneth Galbraith qu'à l'Ecole historique allemande des Roscher, Hildebrand, Knies, Schmoller, Wagner, Max Weber et Werner Sombart. Il est vrai que s'il arrive encore aujourd'hui de parler quelquefois du premier, beaucoup ont oublié — ou n'ont jamais lu — les autres.

Toute personne cultivée n'ayant pas étudié l'économie politique d'une manière systématique lira l'ouvrage du professeur Paul Rousseaux avec le plus grand profit, et certainement avec beaucoup d'intérêt. Les études économiques de synthèse accessibles au public, et rédigées sans arrière-pensées d'endoctrinement, sont aujourd'hui assez rares pour mériter de ne pas passer inaperçues.

FRANÇOIS SCHALLER